




contact@professionbanlieue.org
www.professionbanlieue.org
 Profession Banlieue

Le 25 mai 2021,

A Saint-Denis,

Objet : Adresse de Profession Banlieue aux candidats aux élections régionales et départementales des 20 et 27 juin 2021

Profession Banlieue, **centre de ressources associatif**, accompagne depuis plus de vingt ans les acteurs de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis : élus locaux, associations, professionnels des collectivités, de l'État et des organismes HLM. Il propose des rencontres, des conférences et des publications, en s'entourant d'intervenants du monde de la recherche et de consultants reconnus. En 2020, ce sont près de **1500 participants** à une **quarantaine d'actions** qui ont pu être réunis, faisant de Profession Banlieue un **partenaire reconnu du développement de la Seine-Saint-Denis, au niveau national et local**.

Son statut associatif lui permet d'être **un tiers facilitateur, non partisan**, néanmoins engagé au service de tous les élus et les professionnels, quel que soit leur statut ou leur rattachement institutionnel. Profession Banlieue compte de nombreux adhérents, dont près de la moitié des communes de la Seine-Saint-Denis. Vous trouverez ci-joint le rapport de nos activités en 2020, ainsi que nos orientations de travail pour l'année 2021.

Le centre de ressources interpelle régulièrement le Gouvernement et ses représentants locaux, afin de proposer des mesures concrètes destinées à corriger les inégalités, et à générer de nouvelles dynamiques et de nouvelles approches, à même de transformer le rapport des institutions aux quartiers populaires et à leurs habitants.

La Seine-Saint-Denis est un département trop souvent stigmatisé dans un débat public focalisé sur les questions de **sécurité**, de **délinquance** et de **respect des valeurs de la République**. Ses habitants, aux origines et aux parcours si divers, aux richesses humaines et aux potentiels trop peu valorisés, nous semblent mériter mieux. Ils font preuve d'un exceptionnel sens de l'innovation et de l'initiative citoyenne, et manquent pourtant aujourd'hui d'une attention à la hauteur des enjeux.

C'est dans cet esprit que le Conseil d'administration de Profession Banlieue souhaite vous entendre. Les compétences de la Région et du Département constituent en effet des leviers majeurs pour améliorer la vie des habitants des quartiers.

Nous serions intéressés de connaître vos positions et vos propositions concernant une série de problématiques qui touchent directement les acteurs, professionnels et habitants du territoire, présentées dans le document ci-annexé, et qui nous semblent être cruciales pour l'avenir des quartiers populaires de la Seine-Saint-Denis.

Nous vous souhaitons bon courage pour le débat électoral et les scrutins à venir, et vous remercions par avance pour l'attention que vous porterez à notre demande.

Sandrine JOINET-GUILLOU
Présidente du conseil d'administration
de Profession Banlieue



La Seine-Saint-Denis et les quartiers prioritaires, un enjeu de cohésion sociale

Rappel de la situation de la Seine-Saint-Denis et des quartiers politiques de la ville

Si la France compte un peu plus de 5 millions d'habitants vivant dans 1514 quartiers en politique de la ville¹, au sens du décret du 30 décembre 2014, quatre régions en regroupent à elles seules plus de 60% : l'Ile-de-France (1,5 millions), les Hauts de France (660 000), Provence-Alpes-Côte d'Azur (511 000), et Auvergne-Rhône Alpes (411 000). Le tiers de cette population en situation de grande difficulté se situe donc dans la région Ile-de-France, qui incarne l'ampleur des inégalités territoriales à l'œuvre dans le pays. La situation de la Seine-Saint-Denis est particulièrement emblématique : avec 600 000 habitants vivant dans les quartiers en politique de la ville, le département regroupe 40% des habitants de la population concernée en Ile-de-France. La politique de la ville s'impose à 32 communes sur les 40 du département, et constitue à ce titre une question incontournable pour les élus locaux.

Au-delà des statistiques, la Seine-Saint-Denis est le département de la région dont la population a le revenu moyen le plus faible de France, l'un des plus peuplés (le deuxième après Paris), le plus jeune, mais aussi l'un des plus productifs (le troisième contributeur en termes de TVA) et des moins bien dotés par la puissance publique. Il accueille de grandes entreprises de renommée internationale, et paradoxalement, les nombreux emplois ainsi générés ne bénéficient que très peu aux habitants du territoire. Il incarne à ce titre le fossé existant en termes d'inégalités de traitement : le rapport d'information parlementaire de mai 2018, consacré à l'évaluation de l'action de l'État dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis², pointe cette problématique. Les moyens de la puissance publique ne sont pas équitables d'un territoire à l'autre. Cinq maires du département de la Seine-Saint-Denis ont saisi la justice administrative en septembre 2019, en déposant un recours contre l'État pour rupture d'égalité³.

Enfin, la Seine-Saint-Denis est le lieu où les discriminations, notamment en raison de l'origine et de l'adresse, sont les plus répandues et les plus ressenties par les habitants. Le Département de la Seine-Saint-Denis a mené en 2019 une enquête⁴, qui indique que huit habitants sur dix estiment que les discriminations sont principalement liées à la couleur de peau et aux origines, et qu'un habitant sur trois a vécu au moins une discrimination en raison de la couleur de la peau ou de l'origine au cours des cinq dernières années.

Cette situation catastrophique, qui perdure depuis des décennies, et s'aggrave dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale, consécutive à la pandémie de la Covid-19, est au cœur des préoccupations et de l'action de Profession Banlieue.

¹ <https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/atlas-qpv-2017.pdf>

² https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cec/l15b1014_rapport-information#

³ <https://www.bondyblog.fr/politique/les-maires-du-93-ne-se-plaignent-pas-ils-portent-plainte/>

⁴ <https://www.professionbanlieue.org/Rapport-des-deputes-Francois-Cornut-Gentille-et-Rodrigue-Kokouendo-sur-l>

Problématiques identifiées par les acteurs, professionnels et habitants du territoire

Approche générale

Quelle est votre vision de la Seine-Saint-Denis, à court, moyen et long terme ? La Seine-Saint-Denis est une véritable terre d'accueil, qui joue trop souvent le rôle de sas, mais aussi de nasse, pour les populations les plus précaires : comment réguler à ce titre les processus de gentrification, tout en offrant des parcours aux plus précaires ?

Gouvernance et ingénierie de la politique de la ville

Dynamique métropolitaine et position sur l'avenir de la Métropole du Grand Paris : au vu de l'état actuel de l'organisation territoriale, de la structure fiscale qui en découle et des freins qu'ils constituent au développement de la Seine-Saint-Denis, quelle évolution institutionnelle du Grand Paris préconisez-vous pour y remédier ? De quelle manière l'organisation de la Métropole pourrait permettre un rééquilibrage des moyens alloués aux collectivités ?

Signature des futurs Contrats de ville 2023-2028 : que préconisez-vous comme structuration afin que le partenariat contractuel entre collectivités soit plus actif et que les besoins soient mieux interrogés par l'ensemble des signataires ?

Engagements financiers : comment envisagez-vous votre participation financière aux programmations annuelles des contrats de ville, notamment au regard de la réalité des disparités en termes de moyens disponibles d'un territoire à l'autre ? Comment envisagez-vous de soutenir le fonctionnement des Centres ressource politique de la ville (CRPV) franciliens ?

Soutien aux dynamiques participatives

Associations de proximité œuvrant au bénéfice des habitants des quartiers populaires : avec quelles thématiques prioritaires et modalités envisagez-vous le soutien aux associations de proximité ? Imaginez-vous de les financer pour ce qu'elles sont, plus que pour ce qu'elles font, et quelle est votre position sur le système des appels à projets ?

Accompagnement, formation et soutien des Conseils citoyens : comment percevez-vous la place et le rôle des Conseils citoyens ? Comment comptez-vous prendre en compte leur expertise, et accompagner leur développement (formation et soutien logistique et financier) ? Quelle position avez-vous sur le dispositif des Tables de quartier, telles que préconisées dans le rapport Bacqué-Mechmache de 2014 ?

Soutien à l'emploi associatif : quelle est votre position sur la forte réduction des emplois aidés, décidée par l'Etat en 2017 ? Comment comptez-vous, dans ces conditions, soutenir l'emploi associatif durable ?

Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie

Opérations de renouvellement urbain et soutien aux copropriétés en difficulté : dans quelle mesure comptez-vous abonder les financements prévus dans le cadre des différentes conventions, et notamment en matière de financement spécifique des espaces et équipements publics ? Comptez-vous porter le développement d'opérations d'habitat participatif ?

Qualité des espaces publics : comment comptez-vous y contribuer ? Quelles réflexions formulez-vous sur la prise en compte des différents publics et usages (enfants, personnes à mobilité réduite, jeunes, femmes, ...) ?

Mixité sociale : quelle définition avez-vous de ce concept ? Que préconisez-vous pour la mettre en œuvre ? Prévoyez-vous de participer, d'une manière ou d'une autre, au financement du logement social ? Quelle approche avez-vous de l'application de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) ?

Développement des places d'hébergement : pensez-vous que la Seine-Saint-Denis soit aujourd'hui le lieu adéquat pour développer des places d'hébergement ? Comment prévoyez-vous d'accompagner cette problématique, et de tisser les partenariats institutionnels nécessaires pour y parvenir ?

Résorption de l'habitat précaire et indigne (campements, marchands de sommeil, ...) : comment pensez-vous contribuer aux actions menées par les communes et l'Etat ?

Développement économique territorial, emploi et insertion

Grands projets (JOP 2024, Grand Paris Express, friches et opérations d'aménagement) : que préconisez-vous pour que ces grands projets bénéficient aux habitants des quartiers populaires ?

Économies populaires et de subsistance : comment envisagez-vous de prendre en compte ces types d'économies non formelles, peu protectrices, très répandues et pourtant génératrices de revenus et de services dans les quartiers populaires ?

Insertion par l'activité économique (IAE) et entrepreneuriat social (ESS) : quelles aides prévoyez-vous d'apporter aux structures porteuses de projet ? Quel développement préconisez-vous pour elles ?

Tiers lieux : comment envisagez-vous de soutenir les tiers lieux ? Pour quel type de développement ?

Les services (publics et privés) dans les quartiers populaires : quelle stratégie de rattrapage envisagez-vous ? Quels outils pourriez-vous proposer pour soutenir le développement commercial ? Quel soutien financier pourriez-vous proposer pour l'implantation de nouveaux services publics et de présences humaines, à l'heure de la dématérialisation ?

Formation professionnelle et levée des freins à l'emploi : comptez-vous accentuer le financement de la formation linguistique ? Comment pensez-vous assurer la diversification des modes de garde, et en améliorer le financement et le taux de couverture ? Quelle perception avez-vous de la fracture numérique ? Quels dispositifs d'aide à la mobilité (mobilités actives et accès au permis de conduire) pourriez-vous proposer ?

Transitions, développement durable

Démocratie alimentaire : comment pensez-vous assurer une alimentation saine pour tous ?

Nature en ville et agriculture urbaine : que proposez-vous pour améliorer l'accès à la nature en ville ? Comment pensez-vous traiter les problématiques du dérèglement climatique et des îlots de chaleur dans les quartiers populaires ?

Rénovation thermique : quels outils comptez-vous mettre en place pour faciliter les démarches des collectivités, des entreprises et des particuliers dans leurs opérations de rénovation ?

Désenclavement des quartiers populaires : quelle position avez-vous sur le développement des transports en commun (Grand Paris Express et transports en horaires décalés) et des déplacements en modes actifs ?

Éducation, réussite éducative, jeunesse

Éducation prioritaire et les Cités éducatives : quelle position avez-vous sur le zonage actuel (réseau éducation prioritaire) et les dispositifs récemment mis en œuvre ?

Lycées, collèges et enseignement supérieur : comment comptez-vous mettre en œuvre et amplifier le rattrapage nécessaire en matière de bâti scolaire ? Quelle ambition avez-vous pour l'école publique, au regard de l'augmentation de l'attractivité de l'école privée ? Comment comptez-vous développer et valoriser les filières professionnelles ? Comment améliorer le niveau de diplômés et l'accès aux études supérieures pour les jeunes Séquanodionysiens ?

Accompagnement des élèves : pensez-vous pouvoir augmenter le nombre de personnels médico-sociaux au sein des établissements scolaires ? Prévoyez-vous d'assurer le financement d'actions de sensibilisation et de projets pédagogiques associatifs sur le temps scolaire, champ déserté par l'Etat depuis 2016 ?

Médiation auprès des jeunes : quelle position avez-vous sur le Plan régional d'insertion de la jeunesse (PRIJ) ? Prévoyez-vous d'améliorer le soutien aux Missions locales ? Comment comptez-vous assurer le soutien à l'éducation spécialisée, et notamment sur les quartiers populaires non pourvus ? Quelle perception avez-vous de la médiation de proximité, et comptez-vous soutenir son développement ?

Culture et sports : quelle analyse faites-vous de la couverture en équipements et en projets culturels et sportifs en Seine-Saint-Denis ? Que préconisez-vous en la matière ?

Égalité, lutte contre les discriminations, santé et accès aux droits

Lutte contre les discriminations : comment les définiriez-vous ? Comment comptez-vous contribuer à la mise en œuvre de Plans territoriaux en la matière ?

Valeurs de la République et laïcité : quelle position avez-vous sur ces questions, au regard de la stigmatisation dont les habitants de la Seine-Saint-Denis sont souvent les victimes ?

Accès aux droits : prévoyez-vous de soutenir les Points d'accès aux droits et Maisons de justice ? Comment comptez-vous améliorer l'insertion dans la cité des personnes en situation de handicap, ainsi que celle des personnes âgées ?

Santé : que pensez-vous de la couverture en offres de santé ? Préconisez-vous le développement des centres de santé, et si oui, comment ? Que proposeriez-vous afin d'améliorer la prise en charge en termes de santé mentale, au regard de la faiblesse des services actuels ?